



N° 292 – mars 2001

# foi et développement

CENTRE L. J. LEBRET 43-ter, rue de la Glacière - 75013 Paris

tél. 33 (0)1 47 07 10 07 - fax 33 (0)1 47 07 68 66 - e-mail : lebretri@club-internet.fr

De Seattle à Porto Alegre

## ÉMERGENCE DE LA « MONDIALITÉ »

par Albert Longchamp

*« Une hirondelle ne fait pas le printemps ! »* Il n'empêche... Après la mémorable contestation de Seattle aux Etats-Unis, en 1999, et le Forum social mondial de Porto Alegre au Brésil, en janvier 2001, où la « biodiversité humaine » s'est exprimée de manière plus constructive, une internationale citoyenne semble peu à peu prendre corps et rechercher une alternative à la pensée unique.

Ceux qui s'opposent, à juste titre, à la mondialisation ultralibérale ont pris conscience qu'à problème mondial, la réponse ne pouvait être que mondiale. Certes, les citoyens du monde réunis à Porto Alegre n'avaient pas la prétention de posséder la solution mais n'ont-ils pas posé les premiers fondements d'une autre mondialisation ? Avec un grand projet : civiliser la Terre pour sauver l'humanité de ses périls.

Car la mondialisation techno-économique, régie par les multinationales et pourvoyeuse de marginalisation, est en crise, comme le démontre

ici-même Albert Longchamp. Elle est incapable « de surmonter les rivalités sectorielles, les contradictions culturelles, les profondes et mortelles frustrations sociales ». Elle favorise les inégalités et attise les revendications identitaires. Elle détruit le politique et l'éthique. Sans parler de l'environnement qu'elle menace en permanence.

Face à cette catastrophe annoncée, les tenants du système eux-mêmes s'interrogent et penchent en faveur d'une nécessaire régulation de l'économie mondiale. Faut-il les prendre au sérieux ? Le doute est permis, avoue l'auteur, mieux vaut agir sur la mondialisation au lieu de la subir. Et œuvrer au profit d'une « mondialité » où la personne et la société civile retrouveront leurs droits et auront conscience d'appartenir à une même Terre qu'il faut sauver.

*François Bellec*

La mondialisation est le nouveau paradigme de l'économie et de la société. Elle remet en cause la plupart de nos schémas d'interprétation politiques et sociologiques. Il se peut aussi que la mondialisation représente la suprême parade d'un libéralisme qui se voudrait à visage humain. La réflexion hésite. Les camps

se durcissent. D'ores et déjà, une date est entrée dans l'histoire de la mondialisation : décembre 1999, Seattle. Un sommet de décideurs économiques est contraint de plier bagages devant la contestation citoyenne. Le mouvement est lancé. Disparate mais têtue, il accompagne désormais chaque rencontre inter-

nationale, qu'il s'agisse de l'OMC, organisme de régulation commerciale devenu le bouc émissaire de la haine contre la mondialisation, ou d'initiatives privées comme le Forum de Davos, dont l'édition 2001 a été contrainte de se tenir à l'abri d'un véritable cordon « sanitaire » et fort musclé.

## L'HOMME REPREND SES DROITS

Pendant ce temps, se réunissait à Porto Alegre, au Brésil, une alternative heureusement plus constructive que la bataille rangée. Du 25 au 30 janvier 2001, quatre mille représentants d'ONG et de collectifs d'associations intéressés par la politique du développement, ont tenté de mettre en commun leurs convictions – et leurs orientations – dans un Forum social mondial sans précédent. Un « véritable festival antimondialisation », écrivait la revue *Croissance* à la veille de son ouverture. Si hétéroclites peuvent être les personnalités qui composaient l'assemblée et les propositions qui en émanent, c'est un fait que, face à une conception de la mondialisation qui tend à gérer notre planète comme un marché et l'humanité comme une marchandise, la contestation s'organise. Elle se précise, renforce ses capacités d'intervention et s'oriente vers un développement non seulement durable mais global, sans marginalisation de principe, sans exclus de la prospérité victimes du brutal calcul économique.

Certes, cette nouvelle « internationale » est encore très loin de pouvoir harmoniser ses objectifs et d'unir ses leaders dans une armature capable de compenser l'extrême concentration du capital financier, technologique, politique, commercial et intellectuel représenté dans un Forum tel que Davos. Mais les contours d'une organisation, ou tout au moins d'une coordination internationale, se dessinent peu à peu. Des convergences se manifestent. Une nouvelle société est en gestation. L'homme reprend ses droits sur le marché. Une nouvelle visée émerge de la dynamique « anti ». De la résistance naît un espoir : la mondialisation peut être le fer de lance d'un humanisme du XXI<sup>e</sup> siècle. Et rien n'empêche que cette espérance devienne la matrice d'une nouvelle civilisation. Il s'agit bien en effet d'une civilisation puisque, pour le redire avec l'analyse de la Commission *Justice et paix – France*, « la transformation en cours touche tous les aspects de la vie personnelle et collective d'une civilisation planétaire

en ce qu'elle brasse tous les hommes dans son édification tumultueuse »<sup>1</sup>.

La mondialisation attire la critique sur ses visées parce qu'elle est capable de pousser à leur paroxysme les fonctionnements pervers du capitalisme ultralibéral et qu'elle se montre incapable de surmonter les rivalités sectorielles, les contradictions culturelles, les profondes et mortelles frustrations sociales. Les crises ponctuelles de l'économie, de l'industrie ou de la santé publique (citons le problème de la vache folle, pour prendre un exemple dans l'aire européenne), montrent les limites des ambitions de la mondialisation. Lesquelles, en cas d'urgence, s'effacent devant les intérêts nationaux les plus étriqués.

Le paradoxe s'explique. La tension entre le marché global et la situation locale ne se dissout jamais entièrement dans la mondialisation. « La mondialisation suscite la particularité des réponses locales, souligne l'économiste jésuite Etienne Perrot, ne serait-ce que par le biais du risque extérieur ressenti fortement et qui renforce la solidarité locale »<sup>2</sup>. De son côté, Nadine Keim, coordinatrice de la politique de développement de la communauté de travail réunissant plusieurs organisations caritatives et humanitaires de Suisse, stigmatisait, fin décembre 2000, l'énorme malaise des pays en difficile développement face à l'outrecuidance des pays riches qui ferment leurs frontières lorsque les importations du Sud menacent (ou semblent menacer) leur secteur agricole ou textile. « Ce n'est pas aux pays pauvres de devenir "OMC-compatibles" mais à l'OMC de tenir compte des besoins spéciaux des pays en développement ».

La mondialisation ne supprime pas, loin s'en faut, la fragmentation sociale, ni la « politique identitaire », selon le terme forgé par Susan George dans son célèbre *Rapport Lugano*. La vice-présidente d'ATTAC formule dans cet ouvrage, volontairement caricatural et parfois trop pessimiste en certaines de ses thèses, un appel vigoureux à l'engagement citoyen organisé : « La mondialisation économique et politique n'aura aucun mal à se poursuivre tant que les gens seront psychologiquement

aveugles à ce qui se passe, et tant qu'il n'y aura pas une citoyenneté mondiale correspondante pour s'y opposer »<sup>3</sup>.

Sortir de l'aveuglement n'est cependant pas tâche aisée, ni dans sa définition ni dans ses applications. Le diagnostic est rapide, mais la thérapie est lente, sujette à de graves méprises possibles, dans un contexte en perpétuelle mutation. Qui peut dire aujourd'hui, avec précision, quelles seront les conséquences, même à court terme, de l'usage des OGM sur la production agricole ? Ou celles du réchauffement climatique ? Ou la pandémie du sida ? Des interrogations colossales nous attendent. D'où les invitations pressantes, émanant surtout de personnalités en charge de responsabilités éthiques et spirituelles, à replacer la *personne humaine* au cœur de toute la problématique de la mondialisation. Citons l'intervention du représentant du Saint-Siège, Mgr Diarmuid Martin, lors de l'Assemblée extraordinaire des Nations Unies « Copenhague + 5 » à Genève, le 30 juin 2000 : « Au cours des cinq années qui ont suivi la Conférence de Copenhague, nous avons constaté qu'aucune nation individuelle ou bloc économique ne peut espérer résoudre des questions qui ont atteint une dimension globale. Une communauté véritablement internationale doit être créée, dans laquelle chaque nation assume le rôle et les responsabilités qui lui reviennent, dans un contexte de solidarité et de respect pour les droits et la dignité de chaque personne ».

## UN PACTE GLOBAL

Qu'est-ce qu'une « communauté véritablement internationale » ? Michel Albert, tout en constatant que le marché est « à la fois un irremplaçable producteur et un détestable répartiteur de richesses », appelle de ses vœux une utopie pour la mondialisation, « et cette utopie est (...) la vision d'une gouvernance mondiale », déclare-t-il à Jean-Luc Mouton, de l'hebdomadaire *Réforme*<sup>4</sup>. Pour sa part, le Secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, lançait en janvier 1999, devant le Forum économique de Davos, l'idée d'un « Pacte global » invitant le secteur privé à participer avec les agences

onusiennes, les ONG concernées et les mouvements de citoyens à la mise en œuvre d'une action unissant « la force des marchés à l'autorité des idéaux universels ».

Le « Pacte global » ne devrait pas rester purement platonique. Lors d'une rencontre à New York en juillet 2000, au siège des Nations Unies, une cinquantaine de dirigeants de sociétés multinationales se sont engagés à soutenir l'initiative de Kofi Annan, dont le but avoué est de se rallier, d'ici trois ans, l'appui d'une centaine d'entreprises multinationales et d'un millier de sociétés nationales. Le Pacte global propose l'adhésion à neuf grands principes inscrits dans la Déclaration universelle des droits de l'homme ou tirés des instruments et résolutions du BIT, du Sommet de Rio sur l'environnement (1992) et de celui de Copenhague sur les questions sociales (1995). Cette coalition généreuse n'est pas dépourvue d'ambiguïtés possibles. On voit bien quelque habile transnationale venir abriter sous le parapluie onusien ses pratiques douteuses en matière d'environnement et de respect des règles d'éthique les plus élémentaires.

Le classement des dix entreprises les plus irresponsables de la Planète en l'an 2000, publié conjointement au début de 2001 par le *Multinational monitor magazine*, un mensuel édité à Washington, et par le *Corporate crime reporter* (CCR), place en tête du peloton de la mauvaise conduite la compagnie pétrolière BP/Amoco, coupable de fortes détériorations de l'environnement ; British American Tobacco (BAT) favorise systématiquement la contrebande de ses cigarettes vers l'étranger ; Adventis, groupe franco-allemand, introduit du maïs transgénique dans l'environnement et l'alimentation humaine aux Etats-Unis, en flagrante infraction à la législation qui interdit ce produit à la consommation. La « liste rouge » américaine n'est hélas que « la pointe visible de l'iceberg », déplore Russel Mokhiber, directeur du CCR !

Ce constat ne contredit pas forcément un certain mouvement de « conversions » dans les milieux d'affaires des pays industrialisés. Selon Roland-Pierre Paringaux, une étude réalisée par diverses organisations

liées à la défense des droits humains auprès des cinq cents plus grandes sociétés mondiales révèle que 36 % d'entre elles avaient décidé de ne pas donner suite à des projets d'investissement « à cause de problèmes de droits de la personne », tandis que 19 % d'entre elles auraient même désinvesti et abandonné des implantations pour les mêmes raisons<sup>5</sup>. Le chiffre surprend un peu. Une pareille fièvre éthique aurait dû entraîner une mini-révolution sociale dans le monde feutré des principaux décideurs économiques. Rien n'a filtré. Excès de pudeur ou enflure des données fournies aux enquêteurs ? Le doute est permis.

Les faits prouvent en revanche que les gouvernements sont moins sensibles aux impératifs éthiques. « Ici, plus encore qu'ailleurs, déplore R.-P. Paringaux, il leur arrive de sacrifier les droits humains sur l'autel des intérêts stratégiques et commerciaux ». L'auteur cite un exemple particulièrement éclairant. En 1998, le gouvernement néerlandais, l'un des plus critiques à l'égard de la politique des libertés en Chine, vire de bord, se ralliant à la position de l'Union Européenne qui refuse de parrainer une résolution concernant cette question à la Commission des droits de l'homme de l'ONU. Presque aussitôt, Pékin octroie à la compagnie pétrolière Royal Dutch Shell un investissement de 4,5 milliards de dollars, le plus gros montant jamais accordé à un groupe étranger. L'accord, finalisé en 1997, avait été annulé lorsque le même gouvernement néerlandais, dans un cas de figure identique, s'était désolidarisé de l'Union Européenne et avait parrainé une résolution sur les droits de l'homme en Chine. Entre « utopie et hypocrisie », la voie est étroite. Et ce sont de telles compromissions que veulent proscrire ceux qui, aujourd'hui, remettent en cause l'hégémonie du marché mondialisé, au profit d'une « mondialité » où la personne et la société civile retrouvent leurs droits devant les appétits commerciaux et les stratégies politico-mercantiles.

## BOULEVERSEMENT DES VALEURS

Avant de formuler quelques exigences découlant de la primauté de

la personne sur le système, relevons encore l'un des aspects longtemps négligé par les experts et observateurs de la mondialisation : les mutations culturelles induites par les phénomènes en cours. La mondialisation, dans sa configuration actuelle (on laissera provisoirement de côté ses antécédents historiques), n'a pas de mémoire. Elle sait compter, elle ne sait pas réciter. D'où la profusion des signaux indiquant, dans le comportement des peuples, un profond bouleversement des valeurs, une vaste confusion culturelle liée à la perte des repères traditionnels.

Pour subsister, une société développe des liens sociaux parfois très forts, comme l'encadrement de la nuptialité, de l'éducation, des structures familiales, ou le rôle incontournable des religions. Une société sans médiations s'étiole, panique, se réfugie au mieux dans l'intransigeance, au pire dans l'intégrisme. Sur le fond de précarité provoqué par la mondialisation se développe dans nos sociétés, en Occident, une perte impressionnante des ancrages communautaires. On lui attribue, non sans raison, le regain de violences dans les banlieues. Qui a autorité pour la prévenir et le pouvoir de la réprimer autrement qu'avec des mesures policières et judiciaires ? Les parents ne font plus référence. L'Etat est disqualifié. Il n'y a plus de passé repérable. Le mal de l'immigration, même à la deuxième ou troisième génération, est total parce que la mémoire est « vide » ou « blessée ».

La mémoire n'est pas réductible aux « souvenirs ». Un père algérien, une mère malienne ou un aïeul vietnamien peut bien véhiculer des « souvenirs » d'enfance, ils n'ont plus aucune pertinence devant le gosse habillé à l'américaine, refusant l'école, passant son temps devant une console de jeu électronique et rêvant à l'argent facile. La mondialisation n'exclut nullement l'extension des fractures culturelles. « La » culture, voire la civilisation mondialisée, est un soubassement vague, un ventre mou qui ne résiste à aucun choc. Les souvenirs s'effacent, la mémoire ne garde que des cicatrices.

Toute une génération, dans l'extrême contraction du temps et de l'espace,

cherche désespérément à relier les fils de son histoire aux pressions d'un présent incertain, flexible (ô combien !) et tyrannique. Voir la sacro-sainte présence de « l'actualité » qui ne dure qu'un soupir, le temps d'une catastrophe ou d'une victoire sportive, d'une joute électorale ou d'un scandale financier. La fièvre d'un jour retombe comme elle était arrivée, soudaine, banale, répétitive. Le temps réel est morcelé. Et plus l'espace grandit, moins l'individu se sent enraciné. Comment donner corps, en pareille conjoncture, à des projets de société, à un avenir personnel, à des structures collectives durables, et comment partager une échelle de valeurs puisque l'échange, jadis si précieux dans la transmission culturelle, se réduit souvent à la consommation de produits de loisirs ?

« *La mémoire raconte comment on devient homme, entre humanisation et barbarie* », écrit Luc Pareydt dans une étude très pertinente sur la mondialisation<sup>6</sup>. Mais aujourd'hui, c'est la publicité qui dicte à l'individu ce qui le rend homme ou femme et qui lui apprend comment prendre en compte « ses capacités et ses faiblesses ». Un jeune homme, du haut de ses 18 ou 20 ans, muscled, bronzé et parfumé à la mode, pavanant devant un groupe de filles suspendues à ses lèvres, pouvait leur déclarer sans déclencher de moquerie : « *Je fais tout comme un dieu* ». Il avait parfaitement retenu la leçon. Le réveil risque d'être rude. Cette belle assurance cache peut-être, pour le dire encore avec L. Pareydt, « *une gigantesque frousse d'être perdu au milieu du monde* ».

Le mot est lâché : comment compenser le fait que, plongé dans la mondialisation, l'individu se sente « perdu » au milieu du monde, comment empêcher qu'il ne se voie comme un être oublié, marginalisé, de trop ou à peine considéré dans la fureur des enjeux qui le dépassent ?

L'éthique intervient à ce point, non pour étendre un enduit, un peu de moralité sur une réalité peu reluisante, mais pour interroger de l'intérieur, de manière permanente, tous les acteurs de la mondialité. Étant entendu que

nous comprenons par « mondialité » la double composante économique et politique, au sens large, du phénomène de mondialisation.

## CHANCES ET MENACES

Ce qu'il y a peut-être de plus « fascinant » dans le phénomène de mondialisation est sans doute le sentiment de fatalité qu'il produit chez ses acteurs. Et ce n'est pas le moindre de nos efforts que d'essayer de produire une réflexion qui dégage véritablement une maîtrise de la mondialisation, et donc le contrôle de son évolution et l'orientation de ses objectifs.

Au point de départ, le constat est presque toujours négatif ou du moins pessimiste. Le processus de mondialisation-globalisation « *n'offre au citoyen que l'euphorie ou l'apocalypse* », relève Armand Mattelart au terme de sa passionnante *Histoire de l'utopie planétaire*<sup>7</sup>. La construction des sociétés humaines, de tout temps, s'est basée sur l'intégration des groupes constitués dans des agrégats plus vastes. Peuples, individus, civilisations ont ainsi accédé à des formes de sociabilité plus vastes, tout en renonçant aux prérogatives acquises par des siècles de patiente mise en place de leurs structures, de leurs références, de leurs traditions. La mondialisation actuelle, comme les tentatives antérieures, présente les mêmes risques et les mêmes atouts, elle est chance et menace, elle débouche sur une nouvelle culture au prix de fortes tensions avec les acquis culturels, économiques, sociaux et spirituels.

S'engager dans un ensemble qui dépasse et absorbe les structures en place remet en cause l'équilibre établi, créant des conflits et des exclusions. La mondialisation n'échappe pas à la règle. Prometteuse d'un monde unifié, elle est pourvoyeuse de marginalisation. Basée sur la logique de croissance concurrentielle, elle pousse à comprimer les avantages sociaux, quand elle ne les supprime pas purement et simplement. Sa règle n'est-elle pas la dérégulation des normes

corrigeant les inégalités produites par le marché ? La notion d'universalité qu'elle semble induire et qui apparaît à beaucoup comme le grand rêve de l'humanité enfin réalisé, devient alors, souligne Mattelart, « *un alibi* ». Elle perd son sens profond, celui d'un « *partage de valeurs dans un espace de délibérations publiques élargi au monde entier* »<sup>8</sup>. Jean Baudrillard souligne la même difficulté tout en accentuant encore la polarisation se manifestant entre mondialisation et universalité : « *La mondialisation est celle des techniques, du marché, du tourisme, de l'information. L'universalité est celle des valeurs, des droits de l'homme, des libertés, de la culture, de la démocratie. La mondialisation semble irréversible, l'universel serait plutôt en voie de disparition* »<sup>9</sup>.

Sous le règne de la mondialisation, le politique est absorbé dans l'économique, c'est devenu presque un poncif de le rappeler. Mais Pierre Bourdieu va plus loin en récusant totalement, face à cette évolution, l'idée d'une « *fatalité économique* ». Il s'agit à ses yeux d'une « *politique de dépolitisation* », une politique consciente, délibérée, qui « *puise sans vergogne* » dans le vocabulaire des libertés, mais vise bel et bien « *à conférer une emprise fatale aux déterminismes économiques en les libérant de tout contrôle et à obtenir la soumission des gouvernements et des citoyens aux forces économiques et sociales ainsi "libérées"* »<sup>10</sup>. Bourdieu a été et demeure l'un des premiers intellectuels à revendiquer, face à la mondialisation, le droit d'insoumission et le devoir d'ingérence dans les affaires du marché planétaire. Il joue, avec d'autres, un rôle capital dans la prise de conscience qui, insensiblement, oppose un véritable front du refus au triomphe de la société de marché.

On sait, désormais, à quel point la marchandisation du monde, du travail, de la modernité, et l'intrusion de la logique commerciale dans tous les domaines de la société, y compris la production culturelle, ont non seulement vidé le politique de sa substance et la démocratie de son pouvoir, mais corrompu l'exigence éthique et la pluralité culturelle. Du rêve de « monde

unique », elle a fait une société mercantile homogénéisée, standardisée et plus inégale que jamais. La mondialisation fragilise les travailleurs peu qualifiés du vaste secteur dit pudiquement « informel », qui vont grossir les rangs des naufragés du développement. Par conséquent, sous le règne de la mondialisation, tout le monde ne peut pas partager l'optimisme de Jean-Marie Messier, PDG de Vivendi : « Des millions d'emplois ont été créés aux Etats-Unis grâce à la libéralisation complète des télécoms et aux technologies de la communication. Puisse la France s'en inspirer ! C'est la compétitivité de notre économie et les emplois de nos enfants qui sont en jeu. Nous devons sortir de notre frilosité et ouvrir grandes les vannes de la concurrence et de la créativité »<sup>11</sup>.

## COMMENT NOURRIR L'ESPOIR

Ces propos ont au moins le mérite de l'optimisme ! Tout n'est donc pas perdu ! Mais il s'agit de bien voir ce qui peut réellement nourrir l'espoir de toutes les couches sociales au sein de cette réalité émergente que nous appelons la mondialité. La réflexion se situe à plusieurs niveaux.

### Sur le plan économique et social d'abord

Tous les observateurs, et même les opérateurs financiers, sont d'accord sur un point que résumait Michel Camdessus, ex-directeur général du FMI, lors d'une conférence donnée à Rome en avril 2000 : outre le coût humain des catastrophes dues à des crises bancaires suscitées par quelques aventuriers de la finance, « nous n'avons pas eu assez le souci du bien à long terme des pays et de nos clients pour les mettre en garde contre des opérations à court terme risquées, un endettement inconsidéré ou des opérations somptuaires ». L'aspect de plus en plus financier de l'économie, laquelle, rappelons-le, tente de s'émanciper totalement de la tutelle étatique et du contrôle politique, a entraîné « un changement dans la répartition du pouvoir économique, donnant au capital une liberté supé-

rieure qui peut s'exercer au détriment de l'équilibre social ».

Conséquence : on a « désarmé les tentatives de réduction des inégalités sur les plans national et international, qui fait que ces inégalités s'accroissent comme irrésistiblement ». Pour le jésuite Jean-Yves Calvez, qui cite ces propos dans *Changer le capitalisme*<sup>12</sup>, il manque à cette analyse une vraie mise en cause de la domination par le petit nombre. Tout en redoutant que la proposition d'Emmanuel Mounier de créer « une économie pour la personne » ne débouche que sur un désenchantement général, faute de pouvoir « neutraliser » le capital, J.-Y. Calvez suggère de s'attaquer enfin au problème de la propriété du capital : « D'une manière ou d'une autre, il faut veiller à ce que le plus grand nombre possible des hommes aient barre sur le capital et son emploi »<sup>13</sup>. Et de citer un texte essentiel du concile de Vatican II prônant la possibilité, pour le plus grand nombre d'individus, à prendre une part active à l'orientation du capital, ceci afin que le développement ne soit pas livré à la discrétion d'un petit nombre d'homme ou de groupes, ou au pouvoir d'une trop grande puissance économique ou politique.

Certes, la propriété, au sens strict, n'est pas évoquée dans cette référence, mais le « développement » est pour Jean-Yves Calvez un terme proche d'« investissement » : « S'il est possible en effet d'intervenir dans l'orientation du développement de diverses manières, il est tout de même particulièrement décisif de pouvoir le faire en investissant, en orientant l'emploi du capital – celui qu'on détient ou, plutôt, dont on a la maîtrise »<sup>14</sup>. Concrètement, l'objectif est de remettre à chacun une « part du pouvoir ». Cette dispersion rend-elle dérisoire la part assurée à chacun ? Humble, peut-être, mais non dérisoire. Dès qu'un travailleur dispose ne serait-ce que d'une parcelle de la propriété, il n'est plus ni un individu totalement soumis à la propriété d'autrui ni une marchandise dont on se sépare sans état d'âme. Humanisez le capital, et la mondialisation sera déjà moins inhumaine. Dans ce dessin, la nouvelle citoyenneté qui apparaît derrière la

critique parfois brutale de Seattle ou de Davos, est l'instrument privilégié du futur. Ce qui, sans doute, entraînera pour autre conséquence une révision totale des stratégies syndicales.

### Au niveau culturel et social

Une société inégalitaire ne forme qu'une masse irresponsable, en proie à toutes les tentations identitaires. Les guerres ethniques qui ont ravagé l'ex-Yougoslavie, qui menacent l'Indonésie ou détruisent encore tant l'Afrique des Grands-Lacs que la Tchétchénie, ne sont que des exemples parmi d'autres. La mondialisation sera perçue comme une chance lorsqu'elle rompra sa préférence à la pensée unique, pour s'orienter vers une mise en relation de communautés.

Est-ce une simple coïncidence, se demande Daniel Maquart, si la montée de la violence urbaine accompagne la mondialisation ?<sup>15</sup>. Le « monde unique » suppose une « société plurielle », laquelle, pacifiquement, peut viser jusqu'à la communion : « C'est en assumant complètement sa propre culture que l'on peut aller vers celle des autres qui, en retour, permettent de mieux cerner la sienne »<sup>16</sup>.

L'économie n'est-elle pas, aujourd'hui, le lieu théologique par excellence ?

« L'économie ? La barbe ! La mondialisation ? Connais pas ! Encore des gens qui veulent changer le monde ? Des bavards. Les chrétiens dans cette affaire ? Que chacun se convertisse, et le royaume de Dieu arrivera... ». Ces propos recueillis par des ecclésiastiques lors du lancement d'une vaste consultation œcuménique sur l'avenir économique et social de la Suisse, il y a deux ans, en disent long sur la dangereuse indifférence de certains milieux religieux aux dimensions morales de la production et de la redistribution des richesses. Comme si l'Eglise, depuis un siècle, était restée muette face aux défis de la société industrielle !

Les défis fantastiques de l'évolution technologique ont besoin de notre réflexion commune et de l'éclairage

d'une éthique chrétienne, au-delà des divergences confessionnelles, complètement obsolètes en ce domaine.

La réflexion exige cependant un mot d'explication à propos de l'éthique : ce concept est très souvent revendiqué. Il recouvre des réalités parfois simplement pragmatiques. « *Intégrer la dimension éthique dans toutes nos décisions et actions : but généreux, mais qui peut sembler hors d'atteinte dans la vie professionnelle, où l'on est quotidiennement confronté aux nécessités économiques* », c'est en ces termes que Jacques Benoît présente *Graine d'éthique*<sup>17</sup>, ouvrage qui mérite le détour pour l'originalité de son approche. Ce titre est un jeu de mot. Monsieur Benoît est un entrepreneur, fondateur de la société Jacques Benoît, distributeur en gros de cacahuètes, pistaches, fruits secs et graines salées ! Création de l'entreprise : 1970. 1996 : 160 personnes, des pointes saisonnières à 300 - 400 salariés, 260 MF de chiffre d'affaires. 1997 : dépôt de bilan, « Adieu patron », rachat par la société allemande Felix. M. Benoît avait la particularité exceptionnelle d'être un PDG noté et élu par ses salariés.

D'une certaine manière, l'expérience a fait long feu, le patron a échoué, il est devenu consultant en management, et maintenant écrivain... écrivain moraliste. *Graine d'éthique* après les graines salées et autres pop-corn, cela peut prêter à sourire, mais son livre est loin d'être dépourvu d'intérêt. D'abord parce qu'il ose écrire, en titre de la première partie : « *L'amour, pierre angulaire de l'éthique* », proposition que le chrétien ne récuserait pas. Ensuite, parce qu'il propose de citer la loyauté, l'altruisme et la gratuité parmi les caractéristiques de l'éthique. Jean Brunet-Lecomte, président des Entrepreneurs et dirigeants chrétiens (Les EDC, ex CFPC), ne dit rien de très différent lorsqu'il déclare au journal *La Croix* des 11-12 mars 2000 : « *L'essentiel, le cœur de la question (éthique), c'est le respect de la dignité de la personne. Chaque fois que l'on prend une décision, on devrait se poser la question : est-ce que j'aide à construire l'homme ou la femme qui se trouve en face de moi ?* »

Enfin Jacques Benoît tente, non pas en professeur, mais en entrepreneur, de distinguer éthique et morale. La morale, relève-t-il, vient de l'extérieur (exemples : la morale chrétienne, musulmane, laïque ou républicaine...), tandis que l'éthique part de l'intérieur d'un groupe défini (l'éthique médicale, l'éthique judiciaire, policière, ou celle des médias, etc.). La morale est une loi de référence, l'éthique est discernement. La morale concerne le « tu » et le « vous » : Tu ne mentiras pas, tu ne tueras pas, tu honoreras ton père et ta mère... La morale place l'acte humain devant l'interdit et le commandement. Elle est essentiellement religieuse. D'où, d'ailleurs, l'allergie qu'elle produit sur nos contemporains.

L'éthique, en revanche, nous fait entrer dans la relation « je » et « nous », elle se fonde sur la liberté qui choisit, sur la conscience qui ordonne, sur la responsabilité qui juge. Tandis que la morale peut être déresponsabilisante – faire le mal par obéissance aveugle à un ordre est une absurdité très répandue – l'éthique me permet de faire corps avec ma décision. Elle soude un groupe dans une volonté commune. Jean Brunet-Lecomte, dans l'interview déjà citée, affirme pour sa part : « *La finalité d'une entreprise n'est pas de "produire" des emplois. Mais l'entrepreneur doit se soucier de l'emploi* ». La morale de l'entrepreneur commande de produire des biens ou des services de qualité, sans tricherie, à des prix justes, pour un juste revenu des actionnaires. L'éthique de l'entrepreneur l'invite à mesurer les risques humains, sociaux, culturels, de ses décisions. L'éthique, cela va de soi, peut entrer en conflit avec la morale. Ainsi l'éthique dicte au journaliste de dire la vérité, même si elle dérange ; de ne pas travestir la vérité, même si elle est moins productive que le scoop. Elle peut le conduire à choisir librement de parler, d'écrire, de montrer, même si c'est au risque de sa sécurité physique.

Éthique et morale se trouvent aussi dans la Bible. Nous lisons pieusement les psaumes. Prenons garde, c'est du feu : Yahvé Dieu est solidaire des « pauvres » et des « indigents ». L'opresseur est un blasphème vivant. « *Les pauvres mangeront et seront*

*rassasiés* », assure le psaume 22. Et que dire des menaces des prophètes ! « *Malheur à ceux qui joignent maison à maison, tonne Ezéchiel, jusqu'à prendre toute la place et à demeurer seuls au milieu du pays* ». (Ez 5,8). À l'inverse, l'écoute de la parole de Dieu, affirme le Deutéronome, entraînera le fait « *qu'il n'y aura pas de pauvres chez toi* ».

Mais la richesse, elle aussi, est archiprésente dans toute la Bible. La richesse, l'abondance, la prospérité sont des signes de bénédiction. Dieu enrichit ses élus, il comble de biens les affamés. La Bible ne crie pas misère, elle se dresse contre l'injustice. La foi entraîne un enjeu économique ! Et prétendre le contraindre, c'est fausser le jeu. On prétend que l'économie efficace se conduit sans état d'âme. Il faut réhabiliter les états d'âme. Les états d'âme, c'est l'éthique. Qui opère un discernement au sein de l'action économique et sociale.

Parce que la mondialisation est une vision de l'économie, une conception de la société et un projet sur l'homme, elle représente à la fois :

- un enjeu éthique (l'économie ne peut pas faire n'importe quoi)
- un défi de société (où va la mondialité, vers quel type de relations sociales, politiques, culturelles ?)
- une représentation de la personne humaine (dans la fusion, la mobilité, la productivité, que reste-t-il de ce noyau irréductible qu'est la personne ?).



## UN PROCESSUS D'UNIVERSALISATION

La mondialisation se présente comme un processus d'universalisation des échanges entre biens, entre valeurs, entre personnes. Elle est une circulation universelle et un « devenir monde ». On peut dire que la mondialisation, c'est le dépassement du local et la transgression des frontières. La mondialisation vise l'avènement du village global. Ce qui est en jeu dans ce processus, c'est l'ouverture croissante à une dimension universelle et c'est aussi la constitution d'une certaine unité de l'humanité.

Cela ne peut advenir qu'à certaines conditions précises. L'approche éthique pose la question fondamentale suivante : dans la maximalisation du profit qui est recherchée dans la mondialisation de l'économie, comment sauvegarder le but objectivement bon – la production des richesses et leur destination à un marché potentiellement universel – sans créer du même coup la perversion : l'aliénation de l'homme, la précarité, la marginalisation et l'exclusion de certains groupes humains ?

L'enjeu de la mondialisation est de créer soit une unité de domination, soit une unité de solidarité, comme le suggère le fameux mythe de la Tour de Babel. Lorsqu'on lit ce récit, on s'aperçoit que l'unité recherchée est fondée sur la puissance et la démesure. Le mythe moderne existe, il s'appelle « la Fin de l'Histoire », selon la thèse émise en 1989 par l'Américain Francis Fukuyama qui tend à faire accroître qu'avec le libéralisme mondialisé on aurait atteint le stade suprême de l'évolution culturelle, politique et économique de l'humanité.

En Europe, Fukuyama est tenu en général pour un plaisantin. Mais, dix ans après son premier pamphlet, il récidive bien que nombre de politologues, d'économistes et de sociologues l'aient instamment prié, au nom de la science, de retirer son hypothèse sur la fin de l'Histoire. L'auteur, aujourd'hui, soutient que son hypothèse s'est à bien des égards renforcée. « *En dépit des difficultés endurées par le Mexique, la Thaïlande, l'Indonésie, la Corée du Sud et la Russie, la mondialisation est inéluctable* » écrit-il dans le *National Interest*, édition de l'été 1999 (n° 56), et cela pour trois raisons :

- aucun modèle alternatif de développement ne peut justifier de meilleurs résultats que le libéralisme. « *Toutes les sociétés, quelles que soient leur histoire ou leur culture, doivent en accepter le cadre de référence* », affirme Fukuyama

- la deuxième raison est politique. La mondialisation est « *probablement* » irréversible parce que « *la gauche est*

*bien moins capable que la droite de gérer l'économie mondiale* »

- la troisième raison pour laquelle la mondialisation est en bonne voie est liée à la technologie : « *Aujourd'hui, soutient Fukuyama, la mondialisation est étayée par la révolution des technologies de l'information qui s'étend – à travers le téléphone, le fax, la radio, la télévision et l'Internet – jusqu'aux endroits les plus reculés de la planète* ».

Fukuyama, qui inverse les propositions marxistes, fait reposer sa pensée sur ce qu'il appelle le syllogisme démocratique, dont voici les termes :

a) les démocraties ne se font pas la guerre. Donc, la promotion de la démocratie « *doit nécessairement faire partie intégrante de la politique étrangère américaine* ». Ainsi se trouvent justifiées toutes les interventions des États-Unis, y compris a posteriori, par exemple en Amérique centrale, au Brésil, au Chili, où tant d'hommes et de femmes ont été les victimes de la dictature – contradiction qui échappe totalement à la « *perspicacité* » de Fukuyama.

b) la deuxième proposition du syllogisme démocratique fait du développement économique le meilleur moyen de promouvoir la démocratie. Il semble en effet qu'au-dessus d'un PIB de 6000 \$, il n'y ait pas d'exemple de pays qui soit revenu à un régime autoritaire. L'auteur cite l'Espagne, le Portugal, la Grèce, Taiwan et la Corée du Sud. Les tenants du néolibéralisme contemporain ont beau jeu de citer quelques réussites. Ils se gardent de citer les 41 pays les moins avancés (PMA) dont 33 sont situés en Afrique, dont les régimes n'ont bien souvent de « *démocratique* » qu'une façade bien lésardée ou couverte du vernis du parti unique, derrière lequel se cache une dette de 150 milliards de dollars. Et que dire du fait que les trois personnes les plus riches du monde possèdent une fortune supérieure au PIB total des 48 pays les plus pauvres. Les 225 plus grosses fortunes du monde, selon le rapport du PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement)

totalisent quelque 1 000 milliards de dollars, soit l'équivalent des revenus annuels de 42 % de la population mondiale la plus pauvre, environ 2,5 milliards de personnes. Il est devenu une banalité de répéter que s'est creusée « *un abîme insondable* » entre pays riches et pays pauvres (l'expression est due à l'assemblée du Celam à Mexico en mai 1995). De tout cela, les dévots du libéralisme mondialisé ne semblent rien percevoir. D'où le troisième élément du syllogisme démocratique :

c) « *Le meilleur moyen de promouvoir la croissance économique dans un pays, c'est de l'intégrer pleinement dans le système de commerce et d'investissement démocratique* ». Cette « *intégration* » est payée par une exclusion massive qui ne touche pas que les pays pauvres ou émergents. Si, au milieu des années 1990, British Airways se portait mieux que ses concurrents du transport aérien mondial, c'est pour avoir, entre autres mesures de redressement, supprimé quelque 25 000 emplois et exigé de ses pilotes et de son personnel une productivité plus élevée.

## UNE NOUVELLE CITOYENNETÉ

Derrière le mythe de la fin de l'histoire et de l'uniformisation de la culture se profile un vice particulièrement insidieux : celui d'une économie et d'une pensée hégémonique qui s'approprièrent non seulement les richesses mais le savoir. La richesse culturelle et le potentiel intellectuel, scientifique, comme l'air, la terre, le ciel, sont un bien social de l'humanité. L'éthique refuse de les laisser accaparer par des groupes mondialisés qui tentent de faire main basse sur le savoir par le biais des brevets. « *Les pays les plus riches assurent leur contrôle sur de larges pans des productions futures, dont ils décuplent le coût au détriment des plus fragiles* ». Cette situation n'est pas tolérable. La réhabilitation du politique comme instance de régulation de la richesse sociale devient une urgence éthique.

En effet, la mondialisation, qui tend à unifier la planète, la fractionne sous la

poussée d'une « société du soi » qui valorise le sujet au détriment des appareils institutionnels traditionnels (Etats-nations, syndicats, églises et religions, sécurité sociale). La position éthiquement défendable, face à cette évolution, sera la suivante : la mondialisation n'est ni l'Eden ni l'Enfer, mais un espace de bien plus grande autonomie et liberté personnelles, avec possibilité d'interactions économiques, culturelles et sociales quasi infinies. Toutefois, cette société mondialisée qui advient devra s'équilibrer par une forte morale collective et civique. À la nouvelle économie doit correspondre une nouvelle citoyenneté. On est encore loin du compte !

La question de la mondialisation reste ouverte. La civilisation qui s'ouvre est encore indéterminée. Selon

l'analyse de Justice et Paix - France, on pourra la voir advenir sans trop d'angoisse sous quatre conditions :

- construire au plus vite des contre-poids juridiques, sociaux et politiques à la logique de la rentabilité purement mécanique

- prendre pour principe qu'une mondialisation sans marginalisation est la voie éthiquement recevable

- lutter contre les enfermements et les replis identitaires, car ils créent des sociétés segmentées et violentes, tout en aliénant les personnes

- agir sur la mondialisation au lieu de la subir, dans l'esprit d'un véritable universalisme, dans le respect de la diversité des sujets et des cultures<sup>18</sup>.

À chaque recul, à chaque échec, nous voyons l'humanité se remettre

debout, en marche, ardente à reconstruire dès que la folie a fini de détruire. La mondialisation n'est ni la catastrophe finale que certains voudraient étouffer dans l'œuf, ni la solution ultime que d'autres tiennent pour le sommet de l'intelligence humaine ! Outre la lucidité qui s'impose, on partagera la conviction de Vaclav Havel, Président de la République tchèque, ancien dramaturge et dissident, et sans doute l'un des grands humanistes de notre époque : « Il faut de longues années avant que les valeurs s'appuyant sur la vérité et l'authenticité morales s'imposent et l'emportent sur le cynisme : mais, à la fin, elles sortent victorieuses, toujours ».

**Albert Longchamp**

## Notes de référence

- 1 *Maîtriser la mondialisation*, Ed. Centurion/Cerf/ Fleurus-Mame, 1999, p. 49
- 2 *Recherches de science religieuse*, tome 86, 1998, p. 22
- 3 Op. cit., p. 154
- 4 16-22 novembre 2000
- 5 *Le Monde diplomatique*, décembre 2000, p. 5
- 6 *Recherches de science religieuse*, 1998, Tome 86, p. 49
- 7 *La Découverte/Poche*, 2000, p. 375)
- 8 Op cit., p. 374)
- 9 *Le mondial et l'universel, Libération*, 18 mars 1996
- 10 *Contre-feux 2*, Ed. Raisons d'agir, 2000, p. 57
- 11 Cité par P. Bourdieu, op. cit., p. 77
- 12 Bayard, février 2001
- 13 Op. cit., p. 90
- 14 Op.cit. , P. 90
- 15 *Maîtriser la mondialisation*, Document Justice et Paix France, Note d'approfondissement, p. 100
- 16 Op. cit , p. 101
- 17 Ed. Presses de la Renaissance, février 2000
- 18 Op. cit., pp. 48-52

### FOI ET DÉVELOPPEMENT

Fondé en 1972 et édité par le **Centre L.-J. Lebre**t

- Un sommaire des numéros publiés depuis l'origine peut être adressé sur demande

**Directeur de rédaction : Albert Longchamp**

**Secrétaire de rédaction : François Bellec**

**Secrétariat : Christine Join-Lambert**

**Conseil de rédaction :** Geneviève André, François Bellec, Pierre-Henri Chalvidan, Alain Durand, Maryse Durrer, Luis de Sena, Jean-Paul Guetny, Paul Houée, Darwis Khudori, Gabriel Marc, Fred Martinache, Emile Poulat, Gérard Rolland, Christian Rudel, Michel Séguier, Pierre Vilain.

- La reproduction des textes publiés dans «Foi et développement» est autorisée à la seule condition que soit clairement indiquée la source et que soit envoyé au Centre L.-J. Lebret un exemplaire du document dans lequel les textes sont reproduits.
- Dépôt légal. N° Commission Paritaire 57163.
- ISSN 0339 - 0462

### LE CENTRE L.-J. LEBRET :

Association de droit suisse, le Centre L.-J. Lebret est animé par un réseau d'antennes et de correspondants, acteurs du développement solidaire. Par eux, il conduit un travail de recherche, de formation et d'action. Le budget du Centre est assuré par des subventions et dons adressés à la Fondation de France (Cpte N° 600732).

### Conseil d'administration du Centre L.-J. Lebret :

**Président :** E. Sottas

**Directeur :** S. Regazzoni

**Administrateurs :** C. Baehrel, J. Balbis, J. Bertrand, R. Colin, T. De Guia, L. De Sena, J.-P. Fournier, Y. Glorieux, P. Houée, B. Huger, D. Khudori, L. Eung Kwark, B. Labaki, D. Lesaffre, A. Longchamp, M. Lostis, F. Martinache, R.V. Mathias, M. De Melo-Foucher, R. Padrun, L. Razafimbelo, S. Regazzoni, G. Rolland, G. Sarazin, M. Séguier, E. Sottas, C. Troubé

**FOI ET DÉVELOPPEMENT**  
(10 numéros / an)

**Le numéro :** 25 FF - 7 CHF - 4 €

**Abonnement annuel :** tout pays (y compris voie aérienne) : 230 FF - 60 CHF - 35 €

**Règlement en FF, CHF, US\$ ou €** par chèque à l'ordre du Centre L.-J. Lebret

**CCP :** Cpte Centre L.-J. Lebret N° 20041 01012 3329712T 033 50 La Source

**Banque Raiffeisen - 1233 Bernex, Suisse (CCP 12-359-3) Cpte Centre L.-J. Lebre**t n° 7495836 80181